

Juriste manager des affaires (MS)

RNCP41680 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	128, 310, 313
Formacode(s)	13261, 41077, 13354, 13253, 41091
Code(s) ROME	H1102, M1402, K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	27/11/2025
Date d'échéance	27/11/2030

Certificateur(s)

TOULOUSE BUSINESS SCHOOL - TBS · SIRET : 81751739400018

Partenaires habilités

1 organisme habilité, d'après la liste publiée par France compétences : 1 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
CENTRE FORMATION APPRENTIS-TOULOUSE BUSINESS SCHOOL	8175173940003 4	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le juriste manager des affaires (MS) accompagne la vision stratégique de l'entreprise et sécurise son activité et son développement. Il a une parfaite connaissance des enjeux de l'entreprise et de ses métiers, des contrats, des marchés ou encore des projets stratégiques, avec une vision transverse. Il a un rôle primordial dans la prévention des risques dans son entreprise. Il se doit d'intervenir à chaque fois que nécessaire afin de trouver les meilleures solutions juridiques, permettant de couvrir les risques et de gérer les contentieux. Il rédige, analyse et négocie les contrats avec les partenaires pour protéger les intérêts de l'entreprise. Il intervient pour proposer des solutions d'optimisation financière et fiscale, à tous les stades de vie de l'entreprise (fusion, acquisition, cession, ...)

ACTIVITÉS VISÉES

Intégration du juridique dans les décisions stratégiques de l'entreprise

Analyse comptable, financière et fiscale

Réalisation d'opérations de financement de haut de bilan et/ou de restructuration de l'entreprise

Mise en œuvre d'une stratégie de développement à l'international par la création d'une joint-venture

Choix de la forme sociale de l'entreprise et maîtrise de ses impacts au plan fiscal, juridique et social

Négociation, contractualisation et conventionnement avec les partenaires socio-économiques de l'entreprise.

Management juridique des Ressources Humaines

Analyse et contrôle de la conformité juridique (compliance) des procédures mises en œuvre dans le respect de l'éthique des affaires

Réalisation d'un audit juridique

Prévention et gestion du risque industriel dans l'entreprise

Gestion des litiges commerciaux nationaux et internationaux

Gestion du risque crédit

Gouvernance et monétisation des données

Gestion des cyber risques et sécurisation des systèmes numériques de la fonction juridique

Gestion de projet de digitalisation d'une direction juridique /d'un cabinet d'affaires

Mise en œuvre d'un management juridique en transverse, au sein de projets et d'équipes pluridisciplinaires, dans un contexte multiculturel

Mise en œuvre d'une approche marketing et communication de la fonction juridique

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Mettre en œuvre son expertise juridique dans le cadre de la réalisation d'une veille cohérente avec les activités de l'entreprise, son modèle économique, son environnement réglementaire et concurrentiel au plan national et international et sa culture afin d'accompagner de manière proactive l'entreprise dans ses projets et ses décisions relatifs

Piloter des projets transversaux et pluridisciplinaires en mobilisant son expertise et sa posture de partenaire juridique au service de l'organisation des activités et du modèle économique de l'entreprise pour proposer des solutions pragmatiques, en adéquation avec les objectifs stratégiques de l'entreprise.

Analyser les documents de synthèse principaux de l'entreprise -bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie- en mobilisant sa maîtrise des indicateurs économiques de l'entreprise, de son environnement financier et fiscal, pour apporter des recommandations adaptées et opérationnelles.

Réaliser un diagnostic économique et financier de l'activité de l'entreprise et de son patrimoine dans le respect de la réglementation, notamment au plan des enjeux Environnement, Social et Gouvernance (ESG), et des solutions pour optimiser la fiscalité applicable à l'entreprise afin de réduire ses charges et de mieux gérer ses intérêts.

Apporter des réponses aux opérateurs par la mobilisation des techniques et outils juridiques mis au service des sociétés, afin qu'ils puissent asseoir leurs opérations financières sur une qualification juridique certaine leur garantissant l'effectivité de leurs droits dans le futur, notamment en cas de contestation

Sécuriser et optimiser les sources de financement d'une entreprise en veillant à diversifier les profils investisseurs et à vérifier leur solvabilité afin d'assurer son développement financier

Prendre part aux décisions stratégiques de fusion-acquisition en apportant son expertise juridique à la gouvernance de l'entreprise, afin de garantir l'optimisation de la transaction, de protéger les intérêts de l'entreprise et de lui assurer le montage juridique le plus avantageux

Piloter une levée de fonds et accompagner ses interlocuteurs par la maîtrise des leviers financiers et l'identification des ressources nécessaires en capital-investissement pour structurer correctement un projet de fusion-acquisition tout au long de sa durée et protéger ainsi l'entreprise de tout évènement extérieur risqué.

Conduire la création d'une joint-venture en y intégrant son impact fiscal, et sécuriser son montage juridique, afin de s'implanter à l'étranger et/ou acquérir un nouveau marché.

Faciliter la collaboration entre les parties prenantes d'une joint-venture en mobilisant des outils de gouvernance partenariale et des mécanismes contractuels, afin de sécuriser le développement du projet commun et anticiper les modalités de sortie.

Apporter son conseil, lors de la création de l'entreprise, en mobilisant une analyse comparative des régimes fiscaux, juridiques et sociaux applicables aux différentes structures possibles, afin recommander la structure la plus adaptée à la stratégie de développement.

Structurer le cadre juridique de l'entreprise

en manipulant les statuts, les clauses stratégiques et les contrats extra-statutaires (pactes d'associés, protocoles d'investissement, etc.), afin de sécuriser les relations entre associés et soutenir la croissance de l'activité.

Accompagner la gouvernance de l'entreprise en assurant la bonne réalisation des formalités juridiques liées à la vie sociale (convocations, rapports, procès-verbaux des conseils et assemblées, etc.), afin de garantir la conformité légale et la fluidité du pilotage stratégique.

Négocier et rédiger des contrats avec des partenaires socio-économiques en identifiant les clauses à enjeux économiques, commerciaux et financiers et en les adaptant aux objectifs stratégiques de l'entreprise, afin de sécuriser la relation contractuelle dans le respect des intérêts de l'organisation.

Formaliser un contrat à partir du business model de l'entreprise en intégrant les objectifs commerciaux et financiers dans les clauses contractuelles et en anticipant les modalités de sortie, afin d'assurer la cohérence entre stratégie d'affaires et cadre juridique.

Par une parfaite connaissance de l'environnement juridique du commerce international (droit international privé, lex mercatoria, conventions internationales, éthique des affaires, etc.), négocier et sécuriser les contrats internationaux afin de mettre en œuvre des solutions gagnant-gagnant avec les partenaires

Analyser les évolutions du droit social

en mobilisant une veille juridique active et contextualisée, afin de formuler des propositions d'adaptation ou d'amélioration à destination de la direction ou des ressources humaines.

Optimiser les ressources humaines du service juridique par des dispositifs inclusifs de recrutement, d'évaluation, d'intégration, de professionnalisation, en cohérence avec les besoins et les spécificités de la structure afin de garantir le traitement des affaires ou missions à prendre en charge.

Favoriser l'accompagnement, le suivi et le maintien dans l'emploi de collaborateurs en situation de handicap, en s'appuyant sur les ressources mises en œuvre dans la structure et notamment le référent handicap, afin de faciliter leur intégration au sein des équipes.

Dans un contexte « RSE » de bonne gouvernance et de conformité, en respectant les recommandations de l'AFA (Agence Française Anticorruption), mettre en œuvre des processus destinés à assurer que l'entreprise, ses dirigeants et ses salariés respectent les normes juridiques et éthiques qui leur sont applicables, afin de préserver l'entreprise des risques financiers, juridiques et réputationnels.

Accompagner opérationnellement l'entreprise dans la gestion des obligations de conformité réglementaire internationale en élaborant une cartographie des risques et en appliquant les réglementations relatives au contrôle des exportations, aux sanctions économiques, aux pratiques anticoncurrentielles et à la protection des lanceurs d'alerte, afin d'anticiper les contrôles des autorités compétentes et de sécuriser les activités exposées.

Conduire une mission d'audit juridique en déployant méthodiquement les étapes d'investigation, de vérification et d'analyse documentaire, afin de contrôler la régularité et l'efficacité des choix juridiques de l'entreprise.

Formuler des recommandations opérationnelles

en analysant de manière critique les éléments recueillis au cours de la mission, afin de renforcer la sécurité juridique des pratiques et des dispositifs en place.

Restituer les constats d'audit aux parties prenantes en adaptant sa communication aux profils des interlocuteurs, y compris en situation de handicap, afin de favoriser l'appropriation des recommandations et l'engagement dans les actions correctrices.

Elaborer et piloter une stratégie de gestion du risque industriel en identifiant les risques, y compris le risque de catastrophe judiciaire, en déployant des dispositifs de prévention adaptés (Litigation Hold, Programme Intégrité Produits et Services, Programme d'assurance...) et en concevant une politique de gestion de crise avec Plan de Continuité d'Activité PCA, afin de protéger durablement les intérêts de la société, des dirigeants et des salariés.

Evaluer la mise en œuvre des projets de service et des procédures par les responsables de service en évaluant spécifiquement l'intégration des collaborateurs en situation de handicap, afin d'assurer l'harmonisation des méthodes de travail au sein de la structure,

Piloter la gestion du contentieux en coordonnant les ressources internes (juridique, RH, direction) et externes (avocats, conseils spécialisés), afin de préserver l'image, la crédibilité et les intérêts économiques de l'entreprise.

Dans un contexte de contentieux national ou international, piloter les relations avec les cabinets d'avocats en mobilisant des outils alternatifs de résolution des litiges pour préserver les intérêts économiques, humains et organisationnels de l'entreprise.

Gérer les créances et les garanties en identifiant les risques d'impayés, mettant en place des dispositifs de gestion des garanties (octroi, exécution, renouvellement), traitant à l'amiable les difficultés du débiteur pour sécuriser l'activité de l'entreprise et assurer sa compétitivité

Assurer le traitement stratégique d'un contentieux

en mobilisant les outils de gestion du précontentieux, de négociation et de procédure judiciaire, afin de résoudre efficacement le litige dans l'intérêt de l'entreprise.

Piloter l'accessibilité, la conformité et la protection des données, en s'appuyant sur les recommandations de la CNIL, afin de garantir le respect des exigences réglementaires en vigueur, et notamment du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données).

Assurer le suivi des données stockées dans le Cloud Computing (serveurs mutualisés et délocalisés) et mettre en place des contrats adaptés et sécurisés afin de gérer les risques juridiques liés à leur utilisation pour protéger et accroître leur valeur comme actif stratégique de l'entreprise.

Accompagner la stratégie de monétisation des données, dans le respect de la réglementation, pour réformer des processus internes et/ou commercialiser les données collectées.

Sensibiliser les différents interlocuteurs de l'entreprise à la sécurité des données personnelles, en mettant en œuvre la réglementation en matière de protection des données, d'éco-conception, de prise en compte des personnes en situation de handicap (CNIL, net-étiquette...) dans sa communication, afin de garantir le droit des consommateurs / utilisateurs / partenaires

Assurer une fonction de conseil auprès des équipes techniques et de la direction en mobilisant une expertise juridique du cadre normatif français et européen (RGPD, NIS 2, référentiels ANSSI...) et en analysant les risques juridiques liés à la cybersécurité, afin de garantir la conformité des dispositifs numériques de l'entreprise et de prévenir les atteintes aux systèmes d'information et aux données.

Contribuer à la définition et à la mise en œuvre des dispositifs de détection et de maîtrise des cyber-risques en appui aux services informatiques, en intégrant les obligations juridiques applicables aux technologies déployées (intelligence artificielle, blockchain, systèmes automatisés), afin de sécuriser la gestion de crise en cas d'incident cyber et de protéger les intérêts de l'entreprise.

En fonction des besoins identifiés et activités à digitaliser, les transcrire dans un cahier des charges et proposer la mise en place de solutions digitales et d'outils en adéquation avec la réglementation et les besoins exprimés (gestion électronique des documents, contract management, solutions digitales au service de la Compliance) pour rendre plus efficaces et opérationnelles les directions juridiques et automatiser les tâches à faible valeur ajoutée.

Piloter la contribution juridique à un projet de digitalisation en menant une veille juridique ciblée sur les technologies émergentes (intelligence artificielle, blockchain, etc.) et en définissant, en lien avec le service IT, les étapes de mise en œuvre et les besoins en matériels adaptés notamment aux personnes en situation de handicap, afin d'anticiper les impacts juridiques de l'innovation et de soutenir les décisions d'investissement.

Optimiser la stratégie juridique de l'entreprise en mobilisant les outils et méthodes du Legal Design pour améliorer l'ergonomie documentaire, la collaboration interservices et la lisibilité des livrables juridiques, afin de renforcer la performance interne, l'efficacité des process et la relation client.

Identifier les besoins des parties prenantes internes et externes au projet et déterminer le périmètre de son intervention, pour devenir une force de proposition innovante et stratégique au sein de projets transversaux et pluridisciplinaires en environnements mouvants, variés et interculturels.

Combiner efficacement les aspects juridiques, logistiques et culturels dans le cadre de négociations internationales, en garantissant le respect des règles et la recherche de solutions juridiques pour permettre aux parties prenantes du projet (gouvernance, opérationnels, clients) de sécuriser le déploiement du projet et d'atteindre leurs objectifs dans les meilleures conditions.

Adapter son management juridique à la diversité dans l'entreprise, qu'elle soit liée au contexte interculturel ou aux personnes en situation de handicap, afin de développer une culture fondée sur un système d'inclusion, dans le respect de la réglementation.

Prendre part à toute étude des besoins d'aménagement en participant aux réflexions collectives sur l'organisation du service ou du projet, afin d'anticiper et d'adapter les conditions d'accueil d'un collaborateur en situation de handicap et l'évolution de ses besoins.

Déployer une communication individuelle ou collective inclusive, en interne et/ou en externe, en adaptant sa communication à l'ensemble des profils constitutifs de son équipe, prenant en compte la diversité possible des profils et les personnes en situation de handicap en se positionnant comme Business Partner de manière à garantir la réussite du projet et des actions à mener.

Exercer un leadership mobilisateur en s'appuyant sur des compétences en communication interpersonnelle, en intelligence émotionnelle et en pilotage stratégique, afin de rassurer, convaincre et fédérer les parties prenantes internes et externes de l'entreprise.

Mettre en place des actions de communication internes (actions de sensibilisation et de formation au sein de l'entreprise, notamment sur tous les sujets juridiques sensibles et complexes) afin de diffuser la culture juridique au sein de l'entreprise et prévenir un certain nombre de risques sur des sujets sensibles (conformité, digitalisation...)

Piloter les négociations avec les partenaires de l'entreprise en mettant en œuvre des techniques de communication adaptées tenant compte des particularités individuelles et culturelles des parties prenantes pour assurer son développement économique.

Valoriser l'information juridique en mobilisant les outils du Legal Design (schématisation, storytelling, visualisation de données juridiques), afin de produire des supports clairs, accessibles et engageants, et de sensibiliser les interlocuteurs à la valeur ajoutée du droit.

Blocs de compétences

RNCP41680BC01 — Accompagner le développement de l'entreprise et soutenir sa stratégie dans un environnement international complexe

LISTE DE COMPÉTENCES

Mettre en œuvre son expertise juridique dans le cadre de la réalisation d'une veille cohérente avec les activités de l'entreprise, son modèle économique, son environnement réglementaire et concurrentiel au plan national et international et sa culture afin d'accompagner de manière proactive l'entreprise dans ses projets et ses décisions relatifs

Piloter des projets transversaux et pluridisciplinaires en mobilisant son expertise et sa posture de partenaire juridique au service de l'organisation des activités et du modèle économique de l'entreprise pour proposer des solutions pragmatiques, en adéquation avec les objectifs stratégiques de l'entreprise.

Analyser les documents de synthèse principaux de l'entreprise -bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie- en mobilisant sa maîtrise des indicateurs économiques de l'entreprise, de son environnement financier et fiscal, pour apporter des recommandations adaptées et opérationnelles.

Réaliser un diagnostic économique et financier de l'activité de l'entreprise et de son patrimoine dans le respect de la réglementation, notamment au plan des enjeux Environnement, Social et Gouvernance (ESG), et des solutions pour optimiser la fiscalité applicable à l'entreprise afin de réduire ses charges et de mieux gérer ses intérêts.

Apporter des réponses aux opérateurs par la mobilisation des techniques et outils juridiques mis au service des sociétés, afin qu'ils puissent asseoir leurs opérations financières sur une qualification juridique certaine leur garantissant l'effectivité de leurs droits dans le futur, notamment en cas de contestation

Sécuriser et optimiser les sources de financement d'une entreprise en veillant à diversifier les profils investisseurs et à vérifier leur solvabilité afin d'assurer son développement financier

Prendre part aux décisions stratégiques de fusion-acquisition en apportant son expertise juridique à la gouvernance de l'entreprise, afin de garantir l'optimisation de la transaction, de protéger les intérêts de l'entreprise et de lui assurer le montage juridique le plus avantageux

Piloter une levée de fonds et accompagner ses interlocuteurs par la maîtrise des leviers financiers et l'identification des ressources nécessaires en capital-investissement pour structurer correctement un projet de fusion-acquisition tout au long de sa durée et protéger ainsi l'entreprise de tout événement extérieur risqué.

Conduire la création d'une joint-venture en y intégrant son impact fiscal, et sécuriser son montage juridique, afin de s'implanter à l'étranger et/ou acquérir un nouveau marché.

Faciliter la collaboration entre les parties prenantes d'une joint-venture en mobilisant des outils de gouvernance partenariale et des mécanismes contractuels, afin de sécuriser le développement du projet commun et anticiper les modalités de sortie.

Apporter son conseil, lors de la création de l'entreprise, en mobilisant une analyse comparative des régimes fiscaux, juridiques et sociaux applicables aux différentes structures possibles, afin recommander la structure la plus adaptée à la stratégie de développement.

Structurer le cadre juridique de l'entreprise en manipulant les statuts, les clauses stratégiques et les contrats extra-statutaires (pactes d'associés, protocoles d'investissement, etc.), afin de sécuriser les relations entre associés et soutenir la croissance de l'activité.

Accompagner la gouvernance de l'entreprise en assurant la bonne réalisation des formalités juridiques liées à la vie sociale (convocations, rapports, procès-verbaux des conseils et assemblées, etc.), afin de garantir la conformité légale et la fluidité du pilotage stratégique.

Négocier et rédiger des contrats avec des partenaires socio-économiques en identifiant les clauses à enjeux économiques, commerciaux et financiers et en les adaptant aux objectifs stratégiques de l'entreprise, afin de sécuriser la relation contractuelle dans le respect des intérêts de l'organisation.

Formaliser un contrat à partir du business model de l'entreprise en intégrant les objectifs commerciaux et financiers dans les clauses contractuelles et en anticipant les modalités de sortie, afin d'assurer la cohérence entre stratégie d'affaires et cadre juridique.

Par une parfaite connaissance de l'environnement juridique du commerce international (droit international privé, lex mercatoria, conventions internationales, éthique des affaires, etc.), négocier et sécuriser les contrats internationaux afin de mettre en œuvre des solutions gagnant-gagnant avec les partenaires

Analyser les évolutions du droit social en mobilisant une veille juridique active et contextualisée, afin de formuler des propositions d'adaptation ou d'amélioration à destination de la direction ou des ressources humaines.

Optimiser les ressources humaines du service juridique par des dispositifs inclusifs de recrutement, d'évaluation, d'intégration, de professionnalisation, en cohérence avec les besoins et les spécificités de la structure afin de garantir

le traitement des affaires ou missions à prendre en charge.

Favoriser l'accompagnement, le suivi et le maintien dans l'emploi de collaborateurs en situation de handicap, en s'appuyant sur les ressources mises en œuvre dans la structure et notamment le référent handicap, afin de faciliter leur intégration au sein des équipes.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas en stratégie d'entreprise : production de notes d'analyse stratégique appliquées à la situation d'entreprises ciblées. Livrable attendu : production individuelle de rapport écrit

Simulation professionnelle d'affaires : Projet Globecom. Projet pratique de développement d'affaires et de négociations d'un partenariat à l'international (Chine ou Inde), en équipes pluridisciplinaires et multiculturelles, avec pour objectifs : expérimenter les enjeux d'une approche multiculturelle des affaires, développer ses compétences managériales et en gestion de projet, développer ses compétences soft skills. Le projet est encadré par une équipe de professionnels : un consultant RH et communication, un enseignant chercheur en RH et comportement organisationnel, un juriste et un consultant spécialisé dans les transactions et affaires internationales. Livrables : remise d'un rapport écrit portant sur l'élaboration d'un diagnostic stratégique avec mise en perspective des forces et des faiblesses des différents montages juridiques possibles incluant : Recommandations et formalisation du plan d'action, montage du dossier de partenariat et du contrat de distribution, simulation de négociation des clauses contractuelles clés.

Présentation orale avec support numérique devant un jury académique et professionnel. Etude de cas d'entreprise : établissement d'un diagnostic économique et financier destiné à formuler des recommandations aux associés. Livrable attendu : production individuelle de rapport écrit.

Etude de cas de synthèse d'entreprise, mise en situation professionnelle concrète de type consulting. Livrable attendu : production collective d'un rapport écrit donnant lieu à une restitution orale des solutions préconisées et argumentées, évaluée par un intervenant professionnel à partir de questions individualisées.

Etude de cas d'une joint-venture internationale. Livrable attendu : consolidation de productions individuelles dans le cadre d'un rapport écrit en français ou en anglais,

Etude de cas pratique individuelle portant sur l'analyse de contrats encadrant des opérations de capital-investissement; Livrable attendu : production individuelle de rapport écrit et présentation orale de la solution préconisée.

Etude de cas pratique portant sur l'analyse de différents sujets d'actualité en droit du travail soumis par un commanditaire professionnel. Livrable attendu : production collective d'une restitution d'analyse écrite donnant lieu à une soutenance orale en séance. L'analyse, les supports de présentation ainsi que la qualité oratoire font l'objet d'une évaluation à la fois collective et individuelle par le commanditaire professionnel.

RNCP41680BC02 — Sécuriser l'activité de l'entreprise, anticiper et gérer les risques

LISTE DE COMPÉTENCES

Dans un contexte « RSE » de bonne gouvernance et de conformité, en respectant les recommandations de l'AFA (Agence Française Anticorruption), mettre en œuvre des processus destinés à assurer que l'entreprise, ses dirigeants et ses salariés respectent les normes juridiques et éthiques qui leur sont applicables, afin de préserver l'entreprise des risques financiers, juridiques et réputationnels.

Accompagner opérationnellement l'entreprise dans la gestion des obligations de conformité réglementaire internationale en élaborant une cartographie des risques et en appliquant les réglementations relatives au contrôle des exportations, aux sanctions économiques, aux pratiques anticoncurrentielles et à la protection des lanceurs d'alerte, afin d'anticiper les contrôles des autorités compétentes et de sécuriser les activités exposées.

Conduire une mission d'audit juridique en déployant méthodiquement les étapes d'investigation, de vérification et d'analyse documentaire, afin de contrôler la régularité et l'efficacité des choix juridiques de l'entreprise.

Formuler des recommandations opérationnelles en analysant de manière critique les éléments recueillis au cours de la mission, afin de renforcer la sécurité juridique des pratiques et des dispositifs en place.

Restituer les constats d'audit aux parties prenantes en adaptant sa communication aux profils des interlocuteurs, y compris en situation de handicap, afin de favoriser l'appropriation des recommandations et l'engagement dans les actions correctrices.

Elaborer et piloter une stratégie de gestion du risque industriel en identifiant les risques, y compris le risque de catastrophe judiciaire, en déployant des dispositifs de prévention adaptés (Litigation Hold, Programme Intégrité Produits et Services, Programme d'assurance...) et en concevant une politique de gestion de crise avec Plan de Continuité d'Activité PCA, afin de protéger durablement les intérêts de la société, des dirigeants et des salariés.

Evaluer la mise en œuvre des projets de service et des procédures par les responsables de service en évaluant

spécifiquement l'intégration des collaborateurs en situation de handicap, afin d'assurer l'harmonisation des méthodes de travail au sein de la structure,

Piloter la gestion du contentieux en coordonnant les ressources internes (juridique, RH, direction) et externes (avocats, conseils spécialisés), afin de préserver l'image, la crédibilité et les intérêts économiques de l'entreprise.

Dans un contexte de contentieux national ou international, piloter les relations avec les cabinets d'avocats en mobilisant des outils alternatifs de résolution des litiges pour préserver les intérêts économiques, humains et organisationnels de l'entreprise.

Gérer les créances et les garanties en identifiant les risques d'impayés, mettant en place des dispositifs de gestion des garanties (octroi, exécution, renouvellement), traitant à l'amiable les difficultés du débiteur pour sécuriser l'activité de l'entreprise et assurer sa compétitivité

Assurer le traitement stratégique d'un contentieux en mobilisant les outils de gestion du précontentieux, de négociation et de procédure judiciaire, afin de résoudre efficacement le litige dans l'intérêt de l'entreprise.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Études de cas pratiques d'analyse et de contrôle de la conformité juridique d'entreprises. Livrable attendu : consolidation de productions individuelles dans le cadre d'un support de présentation orale évaluée sous la forme de questions individualisées par un intervenant professionnel

Mise en situation professionnelle : réalisation d'un audit juridique (audit contractuel, sociétaire, fiscal et social) en groupe, dont la restitution est évaluée par un intervenant professionnel. Livrable attendu : production d'un rapport écrit donnant lieu à une soutenance orale évaluée par un intervenant professionnel sur la base de questions individualisées

Étude de cas d'une entreprise en difficulté financière : réalisation d'un diagnostic et d'un rapport de préconisations pour les voies de recours des créances. Livrable attendu : consolidation de productions écrites individuelles dans le cadre d'un rapport écrit formalisé.

RNCP41680BC03 — Mettre en œuvre la digitalisation de la fonction juridique

LISTE DE COMPÉTENCES

Piloter l'accessibilité, la conformité et la protection des données, en s'appuyant sur les recommandations de la CNIL, afin de garantir le respect des exigences réglementaires en vigueur, et notamment du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données).

Assurer le suivi des données stockées dans le Cloud Computing (serveurs mutualisés et délocalisés) et mettre en place des contrats adaptés et sécurisés afin de gérer les risques juridiques liés à leur utilisation pour protéger et accroître leur valeur comme actif stratégique de l'entreprise.

Accompagner la stratégie de monétisation des données, dans le respect de la réglementation, pour réformer des processus internes et/ou commercialiser les données collectées.

Sensibiliser les différents interlocuteurs de l'entreprise à la sécurité des données personnelles, en mettant en œuvre la réglementation en matière de protection des données, d'éco-conception, de prise en compte des personnes en situation de handicap (CNIL, net-étiquette...) dans sa communication, afin de garantir le droit des consommateurs / utilisateurs / partenaires

Assurer une fonction de conseil auprès des équipes techniques et de la direction en mobilisant une expertise juridique du cadre normatif français et européen (RGPD, NIS 2, référentiels ANSSI...) et en analysant les risques juridiques liés à la cybersécurité, afin de garantir la conformité des dispositifs numériques de l'entreprise et de prévenir les atteintes aux systèmes d'information et aux données.

Contribuer à la définition et à la mise en œuvre des dispositifs de détection et de maîtrise des cyber-risques en appui aux services informatiques, en intégrant les obligations juridiques applicables aux technologies déployées (intelligence artificielle, blockchain, systèmes automatisés), afin de sécuriser la gestion de crise en cas d'incident cyber et de protéger les intérêts de l'entreprise.

En fonction des besoins identifiés et activités à digitaliser, les transcrire dans un cahier des charges et proposer la mise en place de solutions digitales et d'outils en adéquation avec la réglementation et les besoins exprimés (gestion électronique des documents, contract management, solutions digitales au service de la Compliance) pour rendre plus efficaces et opérationnelles les directions juridiques et automatiser les tâches à faible valeur ajoutée.

Piloter la contribution juridique à un projet de digitalisation en menant une veille juridique ciblée sur les technologies émergentes (intelligence artificielle, blockchain, etc.) et en définissant, en lien avec le service IT, les étapes de mise en œuvre et les besoins en matériels adaptés notamment aux personnes en situation de handicap, afin d'anticiper les impacts juridiques de l'innovation et de soutenir les décisions d'investissement.

Optimiser la stratégie juridique de l'entreprise en mobilisant les outils et méthodes du Legal Design pour améliorer

l'ergonomie documentaire, la collaboration interservices et la lisibilité des livrables juridiques, afin de renforcer la performance interne, l'efficacité des process et la relation client.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etudes de cas d'entreprises et simulations professionnelles proposées par un commanditaire professionnel : conseil délivré par le service juridique d'une entreprise sur une question liée aux actifs numériques (NFT, cryptomonnaie...) et à la gouvernance des données. Livrable attendu : production d'un support sous la forme d'un PowerPoint et présentation orale, évalués par l'intervenant professionnel.

Etudes de cas pratiques d'entreprises sur des sujets porteurs de problématiques juridiques nouvelles liées à la transformation digitale : blockchain et levée de fonds, blockchain et protection de la propriété intellectuelle, Ethique de l'IA et vidéosurveillance intelligente, etc. Analyse prospective et débat en plénière. Livrable attendu : production d'un support visuel de présentation orale collective suivie d'échanges et de questions/réponses individualisés évalués par un intervenant professionnel.

RNCP41680BC04 — Manager la fonction juridique en Business Partner

LISTE DE COMPÉTENCES

Identifier les besoins des parties prenantes internes et externes au projet et déterminer le périmètre de son intervention, pour devenir une force de proposition innovante et stratégique au sein de projets transversaux et pluridisciplinaires en environnements mouvants, variés et interculturels.

Combiner efficacement les aspects juridiques, logistiques et culturels dans le cadre de négociations internationales, en garantissant le respect des règles et la recherche de solutions juridiques pour permettre aux parties prenantes du projet (gouvernance, opérationnels, clients) de sécuriser le déploiement du projet et d'atteindre leurs objectifs dans les meilleures conditions.

Adapter son management juridique à la diversité dans l'entreprise, qu'elle soit liée au contexte interculturel ou aux personnes en situation de handicap, afin de développer une culture fondée sur un système d'inclusion, dans le respect de la réglementation.

Prendre part à toute étude des besoins d'aménagement en participant aux réflexions collectives sur l'organisation du service ou du projet, afin d'anticiper et d'adapter les conditions d'accueil d'un collaborateur en situation de handicap et l'évolution de ses besoins.

Déployer une communication individuelle ou collective inclusive, en interne et/ou en externe, en adaptant sa communication à l'ensemble des profils constitutifs de son équipe, prenant en compte la diversité possible des profils et les personnes en situation de handicap en se positionnant comme Business Partner de manière à garantir la réussite du projet et des actions à mener.

Exercer un leadership mobilisateur en s'appuyant sur des compétences en communication interpersonnelle, en intelligence émotionnelle et en pilotage stratégique, afin de rassurer, convaincre et fédérer les parties prenantes internes et externes de l'entreprise.

Mettre en place des actions de communication internes (actions de sensibilisation et de formation au sein de l'entreprise, notamment sur tous les sujets juridiques sensibles et complexes) afin de diffuser la culture juridique au sein de l'entreprise et prévenir un certain nombre de risques sur des sujets sensibles (conformité, digitalisation...)

Piloter les négociations avec les partenaires de l'entreprise en mettant en œuvre des techniques de communication adaptées tenant compte des particularités individuelles et culturelles des parties prenantes pour assurer son développement économique.

Valoriser l'information juridique en mobilisant les outils du Legal Design (schématisation, storytelling, visualisation de données juridiques), afin de produire des supports clairs, accessibles et engageants, et de sensibiliser les interlocuteurs à la valeur ajoutée du droit.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Simulation professionnelle d'affaires : Projet Globecom. Projet pratique de développement d'affaires et de négociations d'un partenariat à l'international (Chine ou Inde), en équipes pluridisciplinaires et multiculturelles, avec pour objectifs : expérimenter les enjeux d'une approche multiculturelle des affaires, développer ses compétences managériales et en gestion de projet, développer ses compétences soft skills. Le projet est encadré par une équipe de professionnels : un consultant RH et communication, un enseignant chercheur en RH et comportements des organisations, un juriste et un consultant spécialisé dans les transactions et affaires internationales. Simulation de la dernière négociation avec les entreprises partenaires chinoises/indiennes. - Formulation des recommandations et d'un argumentaire solide pour défendre le choix préconisé auprès de la direction générale. Livrables : production individuelle puis en équipe pluridisciplinaire et multiculturelle, d'un rapport écrit de capitalisation sur les softskills

développés tout au long du projet Globecom. Le rapport est écrit en anglais et donne lieu à un support visuel présenté dans le cadre d'une soutenance individuelle devant un jury professionnel.

L'évaluation de la posture de "business partner" portera en particulier sur les dimensions suivantes : communication assertive, négociation en situation de tension, posture inclusive favorisant le travail en équipe, mise en œuvre des outils de legaltech, proactivité.

Simulation professionnelle d'entretien d'embauche entre un juriste d'entreprise, la direction juridique et la direction des ressources humaines. Livrable attendu : observations, par des groupes dédiés des différents rôles, partage d'expériences et feed-back évalué par un intervenant professionnel

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le juriste manager des affaires (MS) peut intervenir en entreprise, de tout secteur d'activité ou en cabinets d'avocats. Il peut aussi exercer en tant qu'indépendant la fonction d'avocat d'affaires.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Juriste d'entreprise / Legal Counsel
- Compliance Officer
- Legal Operations Manager
- Data Protection Officer (DPO)
- Contract Manager
- Analyste du risque juridique
- Avocat d'affaires (pour les professionnels inscrits à un barreau)

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Droit des sociétés, droit commercial, droit du travail, droit des contrats, droit de la propriété intellectuelle, etc.

Loi Sapin II, réglementations financières MIFID II, et les normes éthiques et déontologiques applicables à l'entreprise

Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et les lois nationales relatives à la protection des données

Méthodologies d'évaluation des risques (normes ISO 31000 par exemple)

Règles de la profession d'avocat (déontologie, secret professionnel) et aux différentes branches du droit dans lesquelles il intervient (droit des sociétés, droit fiscal, etc.). Son activité est encadrée par la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et les règlements intérieurs des barreaux.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 757 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) R2X80 — Attachés commerciaux · tension 4/5 (Élevée) R4X91 — Technico-commerciaux · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	47 999
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	3 %

Familles professionnelles (FAP)

L4X80 — Techniciens des services administratifs
L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)
L5X91 — Juristes et avocats
R2X80 — Attachés commerciaux
R4X91 — Technico-commerciaux

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Sont recevables les candidatures des titulaires d'un des diplômes suivants :

Titre d'ingénieur diplômé conférant le grade de master (formations évaluées par la Commission des titres d'ingénieur, liste publiée au journal officiel) ;

Diplôme d'une école de management, privée ou consulaire, conférant le grade de master (formations évaluées par la CEFDG, liste publiée au bulletin officiel du MESR) ;

Diplôme de 3ème cycle habilité par les autorités universitaires (Diplôme national de master, DEA, DESS, ...) ou diplôme professionnel de niveau BAC + 5 ;

?Diplôme ou attestation de validation d'un niveau équivalent M1 pour des candidats ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle en lien avec la formation visée.

Titre inscrit au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) niveau 7 ;

Diplôme étranger équivalent aux diplômes français exigés ci-dessus.

Conditions d'accès dérogatoires :

Dans la limite de 40 % maximum de l'effectif de la promotion suivant la formation Mastère Spécialisé concernée, sont recevables, après une procédure de Validation des acquis personnels et professionnels (VAPP), les candidatures de personnes, justifiant a minima de 5 années d'expérience professionnelle pour lesquelles les activités exercées ont un lien avéré avec les compétences professionnelles visées par la formation.

Par dérogation pour 30 % maximum du nombre d'apprenants suivant la formation Mastère Spécialisé concernée, sont recevables les candidatures de titulaires d'un des diplômes suivants :

Diplôme ou attestation de validation d'un niveau équivalent M1 sans expérience professionnelle ou ayant moins de trois ans d'expérience professionnelle en lien avec la formation visée.

Diplôme de licence (L3) ou grade de Licence ou titre inscrit au RNCP niveau 6

justifiant d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum, en lien avec la formation visée

Le pourcentage total des dérogations prévues ci-dessus ne doit pas excéder 40%.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, VAE

4 personnes composent le jury, deux professionnels et deux représentants de TBS Business School.

Les représentants de TBS sont :

Le Directeur des programmes Mastère Spécialisé,

Le professeur responsable de la formation.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 696 €
Selon la branche	7 000 € – 8 752 €
Prise en charge	Branches concernées
8 696 €	Valeur par défaut · 203 branches
8 752 €	CPNE FP Branche des magasins du Bricolage, CPNE de l'édition de livres, de l'édition phonographique et de l'édition de musique, CPNEFP Mutualité, CPNEFP Professions de la Photographie, CPNEFP de la branche des entreprises du bureau et du numérique (commerces et services)

8 600 €	CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet
8 414 €	CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes
8 396 €	CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date de décision	27/11/2025
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	27/11/2030
Date de dernière délivrance possible	27/11/2034

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2023	9	0	100 %	100 %
2022	15	0	100 %	100 %
2021	11	0	100 %	91 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP37289

CORRESPONDANCES (PAR BLOCS)

RNCP36627, RNCP37154, RNCP37289, RNCP38159, RNCP39587

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.tbs-education.fr/formation/ms-juriste-manager-des-affaires/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/41680/>

Où se former

Formations référencées	1
Organismes	1
Régions couvertes	1
Prix indicatif	16 500 €
Durée	455 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	1
Organismes gestionnaires (CFA)	1
Organismes formateurs	1
Régions couvertes	1
Départements couverts	1
Organismes certifiés Qualiopi	1
Sessions	de 10/2026 à 12/2027

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).